

PRÉFECTURE DU VAR

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITES LOCALES**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES AFFAIRES MARITIMES

**ARRETE COMPLEMENTAIRE EN DATE DU - 9 DEC. 2009
CONCERNANT L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE STOCKAGE DE
DECHETS NON DANGEREUX PAR LE SYNDICAT MIXTE DE LA ZONE DU VERDON**

- COMMUNE DE GINASSERVIS -

**Le Préfet du VAR,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement (parties législative et réglementaire),

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 26 juillet 1979 autorisant l'exploitation des installations de traitement des déchets ménagers par broyage, situées lieu-dit Pied de la Chèvre à GINASSERVIS,

Vu le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 6 juillet 2009,

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 14 octobre 2009,

Considérant l'arrêt d'exploitation de l'alvéole 1 du centre de traitement des déchets susvisé, depuis fin juillet 2008,

Considérant la nécessité de procéder aux opérations de fermeture et de remise en état de cette alvéole et de prescrire à l'exploitant des mesures techniques correspondantes, par voie d'arrêté complémentaire, conformément aux dispositions de l'article R512-31 du code de l'environnement,

Considérant que les prescriptions du présent arrêté préservent les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Var,

.../...

A R R E T E

ARTICLE 1

Le Syndicat Mixte de la Zone du Verdon (SMZV) dont le siège social est situé BP 3, 83560 SAINT-JULIEN-LE-MONTAGNIER, est autorisé sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs en date du 26 juillet 1979 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de GINASSERVIS, au lieudit "Pied de la Chèvre" ses installations de traitement de déchets non dangereux.

ARTICLE 2 - COUVERTURE DES PARTIES COMBLEES ET FIN D'EXPLOITATION

Compte tenu de l'arrêt d'exploitation de l'alvéole 1 (celle située le plus en amont du site de dépôt des déchets) depuis fin juillet 2008, il convient de procéder aux opérations techniques de fermeture et de remise en état de cette alvéole. A cette fin l'exploitant doit se conformer aux dispositions suivantes :

- 1) Dans un délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, il doit soumettre au préfet une étude relative à la conception de l'installation de drainage, de collecte et de traitement du biogaz qui sera mise en place au niveau de l'alvéole 1 précitée (cette étude doit correspondre à celle dont il est fait état à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 9/9/97 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux)
- 2) Dans un délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, il doit réaliser et mettre en service l'installation de drainage, de collecte et de traitement du biogaz telle que déterminée par l'étude visée au § 1 ci-dessus
- 3) Dans un délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, il doit soumettre au préfet une proposition de réalisation de la couverture finale à mettre en place au niveau de l'alvéole 1 précitée, pour limiter les infiltrations dans les déchets et limiter les infiltrations d'eau vers l'intérieur de l'alvéole 1, conformément aux dispositions de l'article 47 de l'arrêté ministériel du 9/9/97.

Dans le cadre de cette proposition, il appartient à l'exploitant d'arrêter en accord avec les services administratifs forestiers l'épaisseur de la couche de terre dont doit être constituée la partie supérieure de la couverture finale ainsi que la nature de la végétalisation qui sera mise en place sur cette couche de terre et ce conformément aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du site en date du 26 juillet 1979.

- 4) Dans un délai maximal de 9 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, il doit avoir réalisé la couverture finale ainsi que sa végétalisation telles que celles-ci auront été déterminées dans la proposition visée au § 3 ci-dessus.

ARTICLE 3 - REPRISE DES DECHETS MIS EN DEPOT EN DEHORS DE L'ALVEOLE 1

Dans un délai maximal de 6 mois à compter de la mise en exploitation du nouveau casier autorisé par arrêté préfectoral du 28/11/2008, tous les déchets qui ont été entreposés, depuis début août 2008, en dehors de l'alvéole 1 précitée doivent être repris et mis en dépôt dans ce nouveau casier afin que la zone concernée par cet entreposage retrouve son état antérieur de prairie herbacée.

ARTICLE 4

Une copie dudit arrêté sera déposée à la mairie de GINASSERVIS et pourra y être consultée.

D'autre part, un extrait de l'arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision, ainsi que les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché dans la mairie pendant une durée minimale d'un mois. Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de GINASSERVIS.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 5

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par le demandeur ou exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte,
- par les tiers dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

ARTICLE 6

Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Le Sous-Préfet de BRIGNOLES,

Le Maire de GINASSERVIS,

L'Inspecteur des Installations Classées auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

sont chargés chacun en ce qui concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée à la Directrice Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture, au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

Toulon, le

- 9 DEC. 2009

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Jérôme GUTTON